

AUDITEURS & CONSULTANTS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris – Ile de France

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

PEC GARD

PEUPLE ET CULTURE DU GARD

**80 Avenue Jean-Jaurès
30900 NIMES**

N° SIRET 380 502 252 00055

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Espace Descartes – 12 rue Albert Einstein

77420 Champs sur Marne

Tél. 01 70 01 71 00 – Fax. 01 70 01 71 18

contact@auditeurs-consultants.com

Société à responsabilité limitée au capital de 328 000 Euros - RCS Meaux B 434 495 693 - APE 6920 Z

PEC GARD
PEUPLE ET CULTURE DU GARD

80 Avenue Jean-Jaurès
30900 NIMES

N° SIRET 380 502 252 00055

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

PEC GARD
PEUPLE ET CULTURE DU GARD

80 Avenue Jean-Jaurès
30900 NIMES

N° SIRET 380 502 252 00055

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de PEC GARD,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PEC GARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérification du rapport moral et financier adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir des fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Champs sur Marne, le 3 juillet 2024

Le commissaire aux comptes
AUDITEURS & CONSULTANTS



Jean-François LE HEN

ANNEXE – Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net	Euros %
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques...	4 585	4 585			
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions					
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	133 150	109 481	23 670	6 327	17 342 274.09
	Immobilisations corporelles en cours	10 892		10 892		10 892
	Avances et acomptes					
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>					
	Immobilisations financières (1)					
	Participations et Créances rattachées				300	300 100.00
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	11 044		11 044	11 044	
	Autres	17 678		17 678	14 530	3 148 21.66
	Total I	177 348	114 065	63 283	32 201	31 082 96.53
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours					
	Créances (2)					
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	346 366		346 366	311 035	35 331 11.36
	Créances reçues par legs ou donations					
	Autres	34 208	17 099	17 109	35 200	18 091 51.40
	Valeurs mobilières de placement					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	37 018		37 018	36 641	377 1.03
	Charges constatées d'avance (2)	1 980		1 980	2 616	636 24.31
	Total II	419 573	17 099	402 473	385 491	16 982 4.41
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		596 921	131 165	465 756	417 692	48 064 11.51

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	152 620	125 642	26 978	21.47
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	12 092	26 978	39 070	144.82
	Situation nette (sous total)	140 528	152 620	12 092	7.92
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	30 641	39 802	9 161	23.02
	Provisions réglementées				
	Total I	171 169	192 422	21 253	11.04
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques		3 730	3 730	100.00
	Provisions pour charges				
	Total III		3 730	3 730	100.00
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	183 015	124 394	58 620	47.12
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	87 278	85 062	2 196	2.58
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	457	1 548	1 091	70.49
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	23 837	10 516	13 321	126.68
	Total IV	294 587	221 541	73 047	32.97
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	465 756	417 692	48 064	11.51

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

270 750

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	270	150	120	80,00
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	6 190	33 545	27 356	81,55
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	986 571	945 019	41 552	4,40
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	506		506	
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	3 000	3 000		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 271	5 211	5 060	97,09
Utilisations des fonds dédiés		17 400	17 400	100,00
Autres produits	10 924	561	10 363	NS
Total I	1 017 731	1 004 887	12 844	1,28
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	410 635	408 479	2 156	0,53
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	21 195	19 324	1 871	9,68
Salaires et traitements	446 683	418 467	28 226	6,75
Charges sociales	131 661	120 647	11 014	9,13
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 386	11 010	5 624	51,08
Dotations aux provisions	17 099	10 448	6 651	63,66
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	16 026	11 551	4 474	38,74
Total II	1 043 685	999 927	43 768	4,88
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	30 964	4 961	35 924	724,20

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	267	624	357	57.16
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	267	624	357	57.16
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	267	624	357	57.16
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	30 696	5 585	36 281	649.64
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	2 654		2 654	
Sur opérations en capital	17 257	22 154	4 897	22.11
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	19 911	22 154	2 243	10.12
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 007	760	247	32.45
Sur opérations en capital	300		300	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	1 307	760	547	71.91
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	19 604	21 393	2 790	13.04
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	1 037 909	1 027 665	10 244	1.00
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 050 002	1 000 687	49 315	4.93
5. EXCEDENT OU DEFICIT	12 092	26 978	39 070	144.82

2

Annexe

Association Peuple et Culture Gard

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023

Table des matières

1 Informations générales et faits majeurs de l'exercice	21
1.1 Objet social de l'entité	
1.2 Nature et périmètre de l'activité	21
1.3 Moyen matériel	21
1.4 Faits majeurs de l'exercice	21
1.5 Principes, règles et méthodes comptables	21
1.5.1 Présentation des comptes	22
1.5.2 Méthode générale	22
1.5.3 Changement de méthode d'évaluation	22
1.5.4 Changement de méthode de présentation	22
2 Informations relatives au bilan	23
2.1 Actif	23
2.1.1 Tableau des immobilisations	23
2.1.2 Tableau des amortissements	23
2.1.2.1 Méthode d'amortissement	23
2.1.3 Immobilisations : évaluation	23
2.1.4 Créances	24
2.1.5 Factures à établir concernant le parcours des stagiaires	24
2.1.6 Etat des provisions des créances	24
2.2 Passif	25
2.2.1 Fonds propres	25
2.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise	25
2.2.2 Subvention d'investissement	25
2.2.3 Provisions pour risques et charges	25
2.2.4 Fonds dédiés	25
2.2.5 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	26
2.2.6 Etat des dettes	26
2.2.7 Produits constatés d'avance	27
3 Informations relatives au compte de résultat	27
3.1 Ventilation des produits d'exploitation	27
3.2 Ventilation de l'effectif moyen hors contrats aidés en ETP	27
3.3 Contributions volontaires	27
4 Autres informations	28
4.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants et cadres salariés : Loi n°2006 – 586 du 23/05/2006 – Article 20	28
4.2 Engagements financiers	28
4.2.1 Emprunt auprès des organismes bancaires	28
4.2.2 Financements court terme	28
4.3 Autres informations	28
4.3.1 Rémunération du commissariat aux comptes	28

1 Informations générales et faits majeurs de l'exercice

1.1 Objet social de l'entité

Par l'adhésion à l'Union Peuple et Culture, l'association départementale fait siens les objectifs fondamentaux de Peuple et Culture.

Elle a pour vocation la réalisation au plan départemental des objectifs de Peuple et Culture dont les moyens d'action privilégiés mais non exclusifs sont :

- L'information
- La formation, qu'il s'agisse de formation de base ou de formation continue dans le champ professionnel et/ou social
- L'accompagnement social
- Le développement de l'emploi
- L'action culturelle
- L'animation socioculturelle
- Les voyages d'études et les échanges internationaux

1.2 Nature et périmètre des activités

Les activités exercées dans le cadre de notre objet social sont les suivantes :

- E2C « Un tremplin pour les Jeunes » : Ecole de la deuxième chance ouverte aux Jeunes de 16 à 29 ans ayant quitté le système scolaire depuis + de 6 mois. Cette action, menée en co-traitance avec le CEMEA Occitanie, est pilotée par la Région Occitanie à la suite de l'obtention d'un appel d'offre d'une durée de 3 ans (2022-2025). Cette action est financée par l'Union Européenne, la Région Occitanie, la DREETS, l'ANCT.
- Action REPERE : Cette action a pour but de repérer des jeunes dits « invisibles » c'est-à-dire qu'ils ne sont identifiés dans aucun dispositif institutionnel (Pôle Emploi, Mission Locale...). Cette action expérimentale, financée par la DREETS a pris fin le 30 juin 2023.
- Ecole ETRE : Elle est ouverte aux jeunes de 16 à 26 ans Il s'agit de formations pratiques et manuelles autour des métiers de la transition écologique dans les secteurs de l'éco construction, de la technicité vélo, de l'agro écologie et du tourisme vert. Cette action est financée par l'Union Européenne, la Région Occitanie
- Voyages et événements culturels : organisation de manifestations culturelles (expositions, rencontres...) et organisations de voyages internationaux ayant pour thème les biennales d'art contemporain. Cette action est financée par les adhérents (avec pour seuls participants les adhérents de l'association). Cette action est suspendue depuis la crise Covid et devrait reprendre en 2024.

1.3 Moyen matériel

L'activité est exercée sur 2 lieux distincts :

- 80 C, avenue Jean Jaurès à Nîmes d'une surface disponible d'environ 600 m2, au 2^{ème} étage.
- Et jusqu'au 30.06.2023, le siège social de l'association se situe au 582C chemin Combe des Oiseaux à Nîmes d'une surface disponible d'environ 450 m2. La location de ce local, sous utilisé, a définitivement été arrêtée.
- L'association se dote d'un nouveau siège social, au 80 C, avenue Jean Jaurès à Nîmes, au 1^{er} étage.

L'association est équipée essentiellement de matériel pédagogique pour assurer les formations et les différentes activités des stagiaires (ordinateurs, tableaux numériques, mobilier de bureaux, livres, documentation...).

Des plateformes pédagogiques ont été mises en place afin de pouvoir accompagner les stagiaires en distanciel en complément de l'activité habituelle en présentiel.

Un nouveau local est en cours de préparation pour l'école Être. Des locaux seront loués à la SNCF dans la gare de Vauvert.

L'association emploie, au 31 décembre 2023, 7 formateurs, 1 Conseillère d'Insertion Professionnelle, 1 intervenante en Arts plastiques, 1 Chargée de Relations Entreprises et 3 employées pour les services administratifs et comptables et 1 direction.

Le CEMEA, entant que co-traitant de l'action E2C de Nîmes, met à disposition 2 salariés (1 coordinatrice pédagogique et 1 formateur en Informatique).

L'association fait également appel à des intervenants extérieurs pour des ateliers tel que la PAO...

2 bénévoles sont chargés au sein de l'E2C de faire du soutien en français pour les stagiaires les plus en difficulté.

1.4 Faits majeurs de l'exercice

Dispositif E2C – site de Nîmes : en 2022, il y a eu une nouvelle convention signée avec la Région Occitanie qui a engendré un changement de méthode concernant le recensement des données de formation pour les stagiaires de l'E2C et la modification des éléments de facturation. La facture est désormais liée au parcours réalisé par les stagiaires et non plus aux heures de présence des stagiaires. En 2023, cette méthode de facturation a été appliqué pour la première fois pendant les 12 mois de l'exercice.

Dispositif Ecole ETRE : L'école ETRE a commencé l'activité le courant janvier 2023 à Vauvert. Le principal financeur est le réseau ETRE qui reçoit les subventions de la part de la Région Occitanie et de l'Union Européenne (FSE). Notre pédagogie, « par le faire », nous a permis de nous adapter au manque des locaux, en louant un BOX pour le stockage du matériel et en pratiquant l'Eco Lieu ALTER -ECO 30 pour la partie pédagogique.

1.5 Principes, règles et méthodes comptables

1.5.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.5.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le plan comptable général défini par l'article 932-1 du règlement ANC n° 2014.03 et en respectant les spécificités relatives aux personnes morales de droit privé à but non lucratif définies par le règlement ANC n° 2018-6 du 5.12.2018.

1.5.3 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice,

1.5.4 Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Immobilisations	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 585			4 585
Immobilisations corporelles	110 422	22 728	0	133 150
Installations agencement divers	39 237	16 498		55 734
Matériel de transport	0	4 390		4 390
Matériel de bureau et informatique	53 612	1 841		55 453
Mobilier	17 573			17 573
Immobilisations corporelles en cours	0	10 892	0	10 892
Immobilisations en cours	0	10 892		10 892
Immobilisations financières	25 874	3 147	300	28 721
Titres de participation	300	0	300	0
Prêt effort de construction	11 044	0		11 044
Cautiounnements	14 530	3 147		17 677
TOTAL	140 880	36 768	300	177 348

2.1.2 Tableau des amortissements

Immobilisations	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 585			4 585
Immobilisations corporelles	104 095	5 386	0	109 481
Installations agencement divers	37 707	803		38 510
Matériel de transport	0	234		234
Matériel de bureau et informatique	49 053	4 111		53 164
Mobilier	17 335	238		17 573
TOTAL	108 680	5 386	0	114 065

2.1.2.1 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
Installation générales	Linéaire	5 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

2.1.3 Immobilisations : Evaluation

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts (1)	11 044	0	11 044
Autres	17 678	0	17 678
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	304 895	304 895	0
Factures à établir	41 471	41 471	
Autres	34 208	34 208	0
Etats et autres collectivités			
Charges constatées d'avance	1 980	1 980	0
TOTAL	411 275	382 554	28 721
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

2.1.5 Factures à établir concernant le parcours des stagiaires

Le montant est de 41 471.26 €, il concerne les formations des stagiaires débutées en 2023 et non terminées au 31.12.2023 :
- Les factures à établir sont calculées sur la base de la facturation finale et au prorata du nombre de jour de formation en 2023 par rapport au nombre total de jours de formation suivi par le stagiaire.

2.1.6 Etat des provisions des créances

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
sur comptes clients	0			0
Autres provisions pour dépréciation	6 718	17 099	6 718	17 099
TOTAL	6 718	17 099	6 718	17 099
dont dotations et reprises d'exploitation		17 099	6 718	

2.2 Passif

2.2.1 Fonds propres

2.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Nature de provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Subvention d'investissement non amortie	0			0
Réserve projets association	125 642	26 978		152 620
Fonds de réserve	0			0
Report à nouveau	0			0
TOTAL	125 642	26 978	0	152 620

2.2.2 Subvention d'investissement

Subvention d'investissement à reprendre au compte de résultat : brut : 172 620 €, reprise au compte de résultat pour 141 979 €. Soit un reste à reprendre au compte de résultat de 30 641 €

2.2.3 Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions montants utilisés	Diminutions montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires					
Autres provisions pour risques et charges	3 730	0	3 730	0	0
TOTAL					

2.2.4 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pas pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique "engagements à réaliser sur ressources affectées" (sous compte "engagements à réaliser sur subventions attribuées") et au passif sous le compte "fonds dédiés".

Pas de provision pour fonds dédiés au titre de l'exercice 2023.

2.2.5 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

La convention collective appliquée dans l'association des organismes de formation prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Les indemnités de départ à la retraite, dans la mesure où les salariés concernés seraient encore présents dans l'association au moment de leur départ représentent :

	Mt indemnité	Mt charges	total
à verser dans 1 à 5 ans	11 275	4 594	15 869
à verser dans 6 à 10 ans	3 441	1 278	4 719
à verser dans 11 à 20 ans	3 706	1 429	5 135
à verser dans 21 à 30 ans	1 209	450	1 659
	19 630	7 752	27 382

Ce montant n'est pas comptabilisé en provision pour risques et charges.

2.2.6 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 2 ans au maximum à l'origine				
à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	183 015	183 015		
Fournisseurs	170 716	170 716		
Factures non parvenues	12 299	12 299		
Dettes fiscales et sociales	87 279	87 279		
Personnel rémunérations	0	0		
Provisions congés payés	20 439	20 439		
Caisse sociales	57 296	57 296		
Charges fiscales à payer	9 544	9 544		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	457	457		
Produits constatés d'avance	23 837	23 837		
	294 588	294 588	0	0
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont ... envers les associés (indication du poste concerné)				

2.2.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 23 837 €.

La facturation E2C à la Région Occitanie se fait en 2 temps en fonction de l'avancement du parcours des stagiaires dont la 1^{ère} pour 50% du parcours, lors de la signature du contrat d'engagement par les stagiaires soit 6 semaines après leur entrée.

Si le nombre de jours suivi par le stagiaire en 2023 est inférieur à 50 % de la durée totale du stage alors, nous comptabilisons un produit constaté d'avance.

3. Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Nature des produits d'exploitation	Montant
Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	6 460
Subventions - conventions	382 987
Concours publics	607 090
Autres produits	32
Reprise de provisions et transfert de charges	10 271
Production immobilisée	10 892
TOTAL	1 017 732

3.2 Ventilation de l'effectif hors contrats aidés en ETP au 31/12/2023

Catégories Personnel salarié

Cadre :	1
Non cadre :	13.79
Total :	14.79

3.3 Contribution volontaires

Les contributions volontaires ont été chiffrées et comptabilisées en pied de compte de résultat pour la première fois en 2020 conformément au règlement ANC n° 2018-6.

Méthode d'évaluation : chiffrage selon le smic horaire majoré des charges patronales

Contributions volontaires - bénévolat

Nb de bénévoles	Nb bénévoles ETP	Nb d'heures bénévoles	taux horaire chargé - smic	montant CV
11	1,44	218,01	11,43	2 491,85

Contributions volontaires - dons en nature

Abandon frais de bénévole			361
---------------------------	--	--	-----

Méthode d'évaluation : estimation à la valeur vénale

4 Autres informations

4.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants et cadres salariés : Loi n°2006 – 586 du 23/05/2006 – Article 20

Les administrateurs ne sont pas rémunérés.

4.2 Engagements financiers

4.2.1 Emprunt auprès des organismes bancaires

Au 31 décembre 2023 l'engagement s'élève à la somme de : 0 €

se décomposant comme suit :

- capital restant dû 0 €
- intérêts restant dus 0 €

4.2.2 Financements court terme

Dailly : 0 €

Intérêts courus : 0 €

4.3 Autres informations

4.3.1 Rémunération du commissariat aux comptes

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal facturés en 2023 représentent : 6 396 €.